



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Fermeture du site Marck & Balsan à Calais

Question au Gouvernement n° 369

Texte de la question

FERMETURE DU SITE MARCK & BALSAN À CALAIS

Mme la présidente . La parole est à M. Marc de Fleurian.

M. Marc de Fleurian . La fermeture annoncée de l'usine Marck & Balsan met à nouveau en péril des emplois industriels en France. La production des uniformes de nos armées menace en effet d'être délocalisée à Madagascar. Dans ma ville de Calais, ce sont soixante-six ouvrières mais aussi leurs familles qui nous appellent à l'aide et vous demandent des comptes. Voilà ce qu'elles nous disent : « On n'a que des filles courageuses ici : l'arthrose aux doigts, les hivers à 7 degrés, les étés à 40. Mais c'est le côté social : on aime bien notre travail, malgré les petits salaires. »

Ce drame pour les Calaisiens est un drame pour tous les Français. Nous sommes des centaines de milliers, jusque dans l'hémicycle et sur les bancs des ministres, à avoir porté ces uniformes, des opérations extérieures au 14 juillet, de l'Afrique aux Champs-Élysées, sur terre, en mer et dans les airs.

Votre gouvernement doit s'engager. Dans l'urgence, vous devez accompagner Marck & Balsan dans la recherche de nouveaux contrats, publics comme privés, sur le marché national ou à l'export. C'est cette mission qui est normalement celle des opérateurs de l'État comme Business France : qu'ils nous montrent enfin à quoi ils servent et ce qu'ils ont dans le ventre !

M. Aurélien Le Coq . Censurez !

M. Marc de Fleurian . Depuis 2020, vous prétendez vouloir rétablir la souveraineté industrielle de notre pays. Il vous faut maintenant passer des paroles aux actes, en réformant le code des marchés publics pour y inclure une clause de priorité nationale. Sauvegardons la fierté et la dignité des soldats et des ouvriers de France !
(*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

M. Laurent Jacobelli . Bravo !

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

M. Éric Lombard, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*. Comme je viens de l'indiquer à votre collègue Jean-Paul Lecoq, l'entreprise Marck & Balsan bénéficie déjà du soutien du ministère des armées. Je précise que cette entreprise délocalise une partie de sa sous-traitance – c'est légitime dans le secteur du textile, où toutes les entreprises font de même. J'ajoute que votre région, le Calaisis, a bénéficié l'année dernière de 44 millions d'euros de commandes.

Les questions de développement économique et industriel sont au cœur de l'action conduite par le gouvernement de François Bayrou. C'est en effet sur la base de l'industrie que nous pourrons garantir notre développement économique et notre souveraineté.

C'est la raison pour laquelle, je l'ai dit, l'État s'organise, notamment en travaillant sur les critères de choix des sous-traitants, pour que les appels d'offres soient remportés le plus souvent possible par des entreprises françaises, qui respectent les critères de responsabilité sociétale et environnementale et de qualité de production.

Au niveau européen, le Buy European Act - pardon de le dire en anglais - sera une avancée importante. Pour le dire en français, il instaurera une préférence européenne, qui nous permettra, compte tenu de la qualité de nos entreprises, de faire revenir plus d'activité en France. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Marc de Fleurian.

M. Marc de Fleurian. Je souhaite revenir sur l'intervention du groupe communiste, qui prétend défendre notre industrie et nos militaires. (*« Oui ! » sur les bancs du groupe GDR.*) Je rappelle qu'il y a quelques décennies, les communistes sabotaient les parachutes des militaires français pour qu'ils s'écrasent au sol en opération. Taisez-vous ! Taisez-vous ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN. – Exclamations.*)

Mme la présidente. Monsieur de Fleurian, il s'agit d'une séance de questions au gouvernement, non pas d'un débat entre parlementaires ! Je vous serais donc reconnaissante de ne pas interpellier les autres groupes.

Données clés

Auteur : [M. Marc de Fleurian](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (7^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 369

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 février 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 février 2025